



### « Made in Bangladesh »

*Shimu, 23 ans, travaille dans une usine textile à Dacca, au Bangladesh. Face à des conditions de travail de plus en plus dures, elle décide avec ses collègues de monter un syndicat, malgré les menaces de la direction et le désaccord de son mari. Ensemble, elles iront jusqu'au bout.*

Réalisatrice : Rubaiyat Hossain  
Fiction - 95 min. – VO en Bengali – STFR  
Drame social

[Trailer](#)

Sorti le 4 décembre 2019

## QUELQUES CHIFFRES

### Bangladesh :

- 166.500.000 d'habitant·es (2021)
- 4.000.000 de travailleur·euses dans l'industrie de l'habillement<sup>1</sup>
- 4.600 usines d'habillement (2019)<sup>2</sup>
- 33,1 billions US\$ (2019) (= 27,9 milliards €) d'exportation de vêtements (chiffre qui a doublé en 10 ans) ce qui représente 84% des exportations du pays<sup>3</sup>
- 60% vers le marché européen, 20% vers le marché américain et canadien
- 3<sup>ème</sup> exportateur de vêtements après la Chine et le Vietnam (selon WTO-OMC, juillet 2021)<sup>4</sup>
- Dans le top 10 des pires pays pour les travailleur·euses (obstacles à la formation de syndicats, répressions brutales de grèves, lois régressives)<sup>5</sup>

## DE LA FICTION À LA RÉALITÉ

**1. GENRE - Dans les ateliers de confection vus dans le film, nous apercevons essentiellement des travailleuses, par contre les responsables sont des hommes.**

### *Est-ce la réalité ?*

Les marques choisissent de s'approvisionner dans des pays où le droit du travail est faible, et les travailleur·euses ont peu de possibilités de s'organiser pour s'assurer de pouvoir jouir de leurs droits fondamentaux. À échelle mondiale, dans la production de vêtements, les femmes représentent 80% de la main d'œuvre. Il ne s'agit pas d'une coïncidence, cela découle d'une pratique commerciale plus large qui crée des obstacles pour que les travailleur·euses puissent faire valoir leurs droits fondamentaux au travail. Dans l'industrie de l'habillement, les femmes sont concentrées dans des emplois non qualifiés, mal rémunérés, précaires et souvent occasionnels ou informels, y compris le travail à domicile. Leur travail, même s'il est qualifié, est sous-évalué ou non reconnu, et peu de travailleuses ont accès à des conditions de travail ou à une formation décente.

<sup>1</sup> <https://textilefocus.com/review-outlook-2020-bangladesh-garments-textile-industry/>

<sup>2</sup> <https://www.statista.com/statistics/987697/bangladesh-number-garment-factories/>

<sup>3</sup> <https://www.mckinsey.com/industries/retail/our-insights/whats-next-for-bangladeshs-garment-industry-after-a-decade-of-growth>

<sup>4</sup> <https://www.dhakatribune.com/business/2021/07/31/vietnam-overtakes-bangladesh-becomes-2nd-largest-rmg-exporter>

<sup>5</sup> <https://www.globalrightsindex.org/en/2021/countries/bgd>

La violence et le harcèlement fondés sur le genre, y compris le harcèlement sexuel dans le monde du travail, font partie des violations des droits humains les plus répandues.<sup>6</sup>

→ En juin 2019, après des années de campagne menées par certains partenaires de la Clean Clothes Campaign, l'Organisation internationale du travail a adopté un traité historique visant à réduire le harcèlement au travail<sup>7</sup>. La convention n°190 (C190) est la première norme internationale visant spécifiquement à traiter ces problèmes sur le lieu de travail et notre réseau international, la Clean Clothes Campaign, pousse les gouvernements et les marques à s'assurer de sa mise en œuvre.

## **2. LIBERTE D'ASSOCIATION - Créer un syndicat est un parcours du combattant pour Shimu dans son usine mais aussi face aux ministères. Pourquoi ? Où en est la liberté d'association ?**

Les principaux pays producteurs de vêtements, tels que la Chine, le Bangladesh, l'Indonésie, les Philippines, la Turquie et le Vietnam, font partie des pays où les travailleur-euses rencontrent les plus grandes difficultés à s'organiser<sup>8</sup>. Les gouvernements de ces pays restreignent légalement le droit des travailleur-euses à former leurs propres syndicats et répriment les grèves et autres actions militantes. Ils craignent le pouvoir des travailleur-euses car ils veulent rester aussi attractifs que possible pour les investissements étrangers.

Au Bangladesh, entre 2010 et 2021, plus de 1 100 demandes d'enregistrement de syndicats ont été déposées auprès des autorités. Le ministère du Travail a rejeté 46 % d'entre elles - un taux de rejet extraordinairement élevé<sup>9</sup>. En outre, les propriétaires d'usines au Bangladesh (un tiers des députés en 2020<sup>10</sup>) et dans de nombreux autres pays, pratiquent des mesures antisyndicales, notamment le licenciement des dirigeants syndicaux et des travailleurs en grève, la fermeture ou la délocalisation d'une usine pour se débarrasser d'un syndicat, et la violence contre les membres du syndicat.<sup>11</sup>

→ Les syndicats sont essentiels pour garantir aux travailleurs un salaire décent et des conditions de travail décentes. Avec le réseau de la Clean Clothes Campaign, nous suscitons l'attention internationale en faisant pression sur le gouvernement des pays consommateurs pour que les accords commerciaux soient conditionnés au respect de la liberté d'association.

En décembre 2018 et en janvier 2019, suite à la réforme du salaire minimum, des milliers de travailleur.se.s de l'habillement sont descendu.e.s dans la rue au Bangladesh et se sont heurtés à la violence des forces de sécurité du gouvernement. A la suite de ces manifestations, environ 11.600 travailleur-euse-s ont été licencié.e-s et mis.e-s sur liste noire, 65 ont été arrêtés et des centaines d'autres ont fait l'objet de représailles sous la forme d'accusations criminelles inventées de toutes pièces.



## **3. SALAIRE VITAL - Dans le film, la journaliste explique à Shimu que son salaire équivaut au prix, sur le marché, de trois t-shirts qu'elle aurait. Qu'en est-il ?**

En 2018, le gouvernement bangladais a remonté le salaire minimum -qui était depuis 2013 de 5 300 takas - et est passé à seulement 8 000 takas en 2018, soit environ 80 euros. La hausse du coût de la vie au Bangladesh sur cette période rend cette augmentation marginale voire inexistante en termes réels pour les travailleur-euses selon les augmentations de l'indice des prix à la consommation. Pourtant les

syndicats du Bangladesh s'étaient mis d'accord sur un salaire unique de 16 000 takas pour cette négociation, un chiffre qui est loin d'atteindre un salaire vital, mais qui représente une augmentation significative. Cependant, le gouvernement a refusé d'entendre cette demande. L'association des fabricants (BGMEA) a fait savoir que toute augmentation de salaire entraînerait des fermetures d'usines et a appelé les marques à augmenter leurs prix en conséquence. La plupart des marques sont restées silencieuses et n'ont pas soutenu publiquement l'augmentation,

<sup>6</sup> <https://cleanclothes.org/gender-discrimination>

<sup>7</sup> <https://www.ilo.org/global/topics/violence-harassment/lang-fr/index.htm>

<sup>8</sup> [https://files.mutualcdn.com/ituc/files/ITUC\\_GlobalRightsIndex\\_2021\\_EN\\_Final.pdf](https://files.mutualcdn.com/ituc/files/ITUC_GlobalRightsIndex_2021_EN_Final.pdf)

<sup>9</sup> <https://www.globalrightsindex.org/en/2021/countries/bgd>

<sup>10</sup> [https://fr.wikipedia.org/wiki/Industrie\\_textile#cite\\_note-22](https://fr.wikipedia.org/wiki/Industrie_textile#cite_note-22)

<sup>11</sup> <https://cleanclothes.org/union-busting>

ce qui a contribué à l'échec de l'opération. Le salaire minimum au Myanmar, inférieur à celui du Bangladesh, était, selon la rumeur, un autre facteur de conciliation.<sup>12</sup>



Salaire minimum vs salaire vital au Bangladesh		Conversion en €
Salaire minimum (2018)	8.000 takas	= 80,5 € (19/08/2021)
Revendication syndicale	16.000 takas	= 161,1€ (19/08/2021)
Calcul d'un salaire vital <sup>13</sup> au Bangladesh par l'Asia Floor Wage	37.661 takas	= 379,2 € (19/08/2021)
% du salaire minimum par rapport au salaire vital	21% d'un salaire vital	

Ce principe est renforcé par les définitions du travail décent de l'OIT et largement accepté comme une norme en matière de droits humains. Cependant, malgré cette définition du droit à un salaire vital, les travailleur·euses de l'habillement et des vêtements de sport du monde entier reçoivent un salaire bien inférieur à ce niveau et vivent dans une profonde pauvreté.

→ Notre travail consiste à demander aux entreprises d'utiliser des référentiels de calculs du salaire vital lors du calcul des prix des commandes. En le chiffrant, le coût de la main-d'œuvre peut être calculé et intégré dans la ventilation des prix, et les entreprises peuvent s'en servir pour s'assurer que les fournisseurs reçoivent suffisamment pour payer un salaire vital au travailleur·euses.

« Quiconque travaille a droit à une rémunération équitable et satisfaisante lui assurant, ainsi qu'à sa famille, une existence conforme à la dignité humaine »  
Déclaration universelle des droits de l'homme, article 23

→ Depuis 2020, achACT et son réseau international nourrissent la base de données [Fashion Checker](#), à partir d'enquêtes réalisées auprès d'entreprises de l'habillement sur la transparence de leurs filières et leurs pratiques en matière de salaires. Les constats sont sans équivoques. La majorité des entreprises couvertes par l'enquête ne font que très peu ou rien pour rendre leurs filières transparentes. Quasi aucune n'est capable de prouver qu'un salaire vital est payé aux travailleur·euses qui produisent leurs vêtements.

→ Depuis le début de la crise sanitaire du Covid-19, les travailleur·euses payé·es des salaires de misères avant le Covid-19, font face à des vols de salaires (près de 10 milliards d'euros entre mars 2020 et mars 2021), des licenciements massifs, au non-versement de leurs indemnités de licenciement, à une forte répression syndicale. achACT et son réseau international, la Clean Clothes Campaign, se mobilisent à travers la campagne [#PayYourWorkers](#) pour que les entreprises de l'habillement garantissent les salaires et les indemnités de licenciement et fassent respecter les droits humains dans leurs filières.

#### 4. SANTE/SECURITE - La sécurité est un des premiers thèmes évoqués par le film. Quelle influence la catastrophe du Rana Plaza a-t-elle eu ? Les usines au Bangladesh sont-elles plus sûres qu'avant ?

L'effondrement du Rana Plaza en 2013 a frappé les esprits et mis un coup de projecteur sur l'industrie de l'habillement. La catastrophe a accéléré les processus que la Clean Clothes Campaign avait commencé des années auparavant pour résoudre le problème des sites de production dangereux au Bangladesh. Un « [Accord Bangladesh](#) » a ainsi été signé par 200 marques quelques semaines seulement après l'effondrement couvrant ainsi 1700 usines qui emploient collectivement plus de deux millions de travailleur·euses.

<sup>12</sup> <https://cleanclothes.org/file-repository/tailoredwages-fp.pdf>

<sup>13</sup> La Clean Clothes Campaign définit le salaire vital comme un salaire gagné au cours d'une semaine de travail normale (pas plus de 48 heures) qui permet à un·e travailleur·euse de l'habillement d'acheter de la nourriture pour elle/lui-même et sa famille, de payer le loyer, les soins de santé, les vêtements, le transport et l'éducation et de disposer d'un peu d'économies en cas d'imprévu.

Les inspections de ces usines ont révélé près de 130 000 violations à la sécurité, allant de problèmes structurels jusqu'à des voies d'évacuation dangereuses. À ce jour, une grande partie de ces risques de sécurité ont été éliminés. Même si le travail est loin d'être terminé. A côté de cela, plus de 1.000 comités de sécurité ont été installés dans les usines et plus d'1,8 millions de travailleur-euses ont été formées sur la sécurité et sur leurs droits.

L'Accord Bangladesh, contraignant pour les entreprises signataires, s'est démarqué du système des audits volontaires, commandités auprès d'entreprises commerciales dont [l'inefficacité à prévenir les catastrophes de masse ces trente dernières années est largement documentée](#).

➔ À quelques jours de l'expiration de l'Accord Bangladesh, en août 2021, grâce à la pression des syndicats, des ONG et plus largement, un [nouvel Accord international](#) sur la santé et la sécurité dans l'industrie textile et de l'habillement a vu le jour. En plus de maintenir les éléments essentiels de l'Accord précédent, cette fois, il pourra être étendu, au-delà du Bangladesh, à des pays de production où la sécurité des travailleur-euses est quotidiennement menacée !

Derrière la machine à coudre, les travailleur-euses sont aussi exposé-es à des risques pour la santé, comme le bruit, les températures élevées et les mouvements répétitifs. Les évanouissements sont fréquents dans les usines où les travailleurs effectuent de longues heures de travail sans ventilation ou climatisation adéquate et sont payés trop peu pour se nourrir correctement.

## EN ANIMATION AVEC LE FILM

Le film « Made in Bangladesh » est l'occasion, à travers une fiction, de soulever des enjeux bien réels de l'industrie du vêtement. Il peut être le point de départ de discussions nécessaire à la prise de conscience et au passage à l'action de publics divers : militant-es, citoyen-es, jeunes, consommateur-trices, etc.

### Objectifs pédagogiques :

A la fin de l'animation, le/la participant-es sera capable :

- De mieux comprendre les enjeux liés aux conditions de travail dans la confection de vêtements,
- D'expliquer l'importance de la liberté d'association,
- D'identifier et de proposer des moyens d'action.

### Après le film, des questions :

- Qu'est-ce qui vous a marqué dans ce film ?
- Quels sont les différents problèmes soulevés par le film ?
- A votre avis, pourquoi créer un syndicat est un véritable parcours du combattant ?
- A votre avis, pourquoi trouve-t-on essentiellement des travailleuses, couturières dans l'industrie de l'habillement ?
- A votre avis, pourquoi le salaire minimum légal n'équivaut pas à un salaire vital ?

## RESSOURCES & ACTIONS

- [Des informations et campagnes](#) liées aux actions menées en Belgique francophone en soutien aux travailleur-euses de l'industrie de l'habillement
- Regard international sur [les enjeux soulevés](#) dans l'industrie de l'habillement
- [Des chiffres](#) sur les droits des travailleur-euses dans le monde
- [Une base de données](#) sur la transparence et le salaire vital
- Un appel à action : [#PayYourworkers](#) pour soutenir les travailleur-euses face aux effets de la crise Covid-19.
- Un [plaidoyer politique](#) pour que la Belgique se munisse d'une loi ambitieuse sur le devoir de vigilance et contraigne les entreprises à faire respecter les droits humains et environnementaux dans leurs filières.

Crédit photo : Affiche du film « Made in Bangladesh », Pyramide International Distribution

Avec le soutien de :

